

Le libéralisme est en vie et se porte bien. Le libéralisme renaît. C'est ce qu'avait déclaré il y a quelques mois le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) et il avait raison. Les électeurs en avaient tellement assez que même à Brampton, patrie du grand ambassadeur des pluies acides, «Bill-à-un-Dollar», les conservateurs ont été repoussés.

Qu'arrivera-t-il aux conservateurs et à «l'ère» Miller? Si on en croit *The Toronto Sun*, la femme de l'ancien premier ministre, Maureen McTeer, a peut-être très bien résumé la situation en disant: «Vous me demandez à moi le sort que réservent les conservateurs aux chefs vaincus?»

\* \* \*

### LES PARCS NATIONAUX

#### LE PROJET DE CRÉATION D'UN PARC À RAINY RIVER

**M. John Parry (Kenora-Rainy River):** Monsieur le Président, les compressions budgétaires imposées par le gouvernement ont encore fait des leurs. L'expansion économique, la création d'emplois, le tourisme dont le gouvernement a tant parlé et les préoccupations d'ordre social ont encore une fois été relégués au deuxième rang. Le gouvernement fédéral vient de suspendre le projet du parc national historique dans la région de Rainy River; ce parc aurait permis de préserver les tumulus historiques de Manitou près de Fort Frances. On croit que ce cimetière ancien, situé le plus au nord sur le continent, est le seul vestige existant au Canada de la culture primitive des Laurels.

Ce cimetière subit une érosion progressive provoquée par les eaux de la Rainy, et le village historique voisin se détériore rapidement en raison de l'exploitation d'une gravière à proximité. J'exhorte le ministre de l'Environnement (M<sup>me</sup> Blais-Grenier) et le ministre d'État chargé du Tourisme (M. McMillan) à donner suite au projet de Parcs Canada et de créer un parc national à cet endroit. Ces tumulus ont beaucoup d'importance sur les plans à la fois historique et spirituel et l'aménagement d'un parc national dans la région favorisera la création d'emplois pour la bande des Indiens de Rainy River et les habitants de la région de Fort Frances, ainsi que l'expansion économique et le tourisme.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### CHYPRE—LA CONSTITUTION CHYPRIOTE-TURQUE

**M. Alan Redway (York-Est):** Monsieur le Président, nous avons appris hier que les Chypriotes turcs avaient approuvé par une majorité écrasante une nouvelle constitution pour la partie nord de l'île de Chypre érigée en République turque. Cette nouvelle est très alarmante, en particulier pour les Canadiens d'origine grecque dont beaucoup sont originaires de Chypre et y ont encore des parents.

Vous vous rappellerez, monsieur le Président, que depuis que la Turquie a envahi Chypre en 1974, l'île est divisée en deux zones, grecque et turque, séparées uniquement par une force de maintien de la paix des Nations Unies dont font partie notamment 515 soldats canadiens. La Turquie est le seul pays à reconnaître la République turque du Nord de Chypre qui s'est déclarée indépendante du gouvernement chypriote en 1983. Onze ans après l'invasion, il reste encore 20,000 soldats

#### Article 21 du Règlement

turcs dans la zone turque, 200,000 réfugiés dans la zone grecque, et des milliers de Chypriotes sont toujours portés disparus.

L'espoir d'un règlement a été ravivé en janvier dernier lorsque le secrétaire général de l'ONU a entrepris des négociations avec les dirigeants chypriotes. Ces entretiens ont malheureusement échoué. Nous avons maintenant affaire à une nouvelle constitution chypriote-turque qui ne fait aucun cas de la possibilité de la réunification de Chypre. Vu la tournure des événements, j'invite notre gouvernement et l'Organisation des Nations unies à renouveler sans tarder leurs efforts pour mettre fin à cette impasse, obtenir le retrait de toutes les troupes étrangères et réunifier l'île de Chypre.

\* \* \*

### LES ACCORDS D'HELSINKI

#### LA TENUE DE LA CONFÉRENCE AU CANADA

**M. Andrew Witer (Parkdale-High Park):** Monsieur le Président, en 1975, 35 pays ont signé l'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe mieux connu sous le nom d'accords d'Helsinki. Les principes régissant les accords d'Helsinki étaient la sécurité en Europe et la coopération mutuelle dans les domaines de l'économie, des sciences, de la technologie, de l'environnement et des questions humanitaires.

Le Canada est l'hôte de la conférence sur la SCE qui commence cette semaine. Tandis que les représentants de 35 pays se réuniront à Ottawa, la délégation canadienne devra ne rien ménager pour renforcer la paix internationale. Elle devra insister particulièrement sur la réunification des familles et les droits de la personne. La responsabilité multilatérale est le principe fondamental de cet accord international. Le Canada a le droit et le devoir moral d'aider à renforcer la confiance et la compréhension mutuelles et à maintenir l'équilibre délicat de la paix.

\* \* \*

### LES RELATIONS OUVRIÈRES

#### AIR CANADA—LA GRÈVE DES PRÉPOSÉS AUX RÉSERVATIONS

**M. David Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est):** Monsieur le Président, le gouvernement, qui s'est empressé de nommer ses amis et partisans au conseil d'administration d'Air Canada, a fait preuve de beaucoup moins d'empressement pour faire aboutir à un règlement juste et équitable la grève que font actuellement les préposés aux réservations d'Air Canada. Le médiateur fédéral n'ayant pas réussi à amener les deux parties à s'entendre, on aurait pu croire que le gouvernement et surtout le ministre des Transports (M. Mazankowski) seraient intervenus, afin de s'assurer que les voyages aériens ne soient pas perturbés. Le gouvernement semble cependant beaucoup plus désireux de nommer ses partisans à des sinécures que de défendre les droits de ce groupe d'employés d'Air Canada.

Comme vous le savez, Air Canada veut faire disparaître des milliers d'emplois à temps plein. La Société veut que les employés à temps partiel constituent dorénavant 45 p. 100 de tous ses effectifs. La plupart de ces préposés aux réservations sont des femmes, dont bon nombre sont célibataires et dépendent de leur emploi pour vivre. A une époque où le gouvernement veut paraître-il accroître le nombre de femmes sur le marché du travail, voilà Air Canada qui, de façon extrêmement